

«Au nom de la loi» fait le point sur les travaux de la Commission Buysse, quelques semaines après les promesses de Verhofstadt.

La restitution des biens juifs, objet de polémique(s)

Le Soir, 18 octobre 2000

Coup de projecteur sur les biens juifs spoliés pendant la seconde guerre : une solution «à la belge» devrait satisfaire le plus grand nombre.

L'actualité rejoint l'histoire ce mercredi sur le plateau d'«Au nom de la loi» : alors que le Premier Ministre a officiellement annoncé le 24 septembre dernier à Malinnes que le gouvernement fédéral mettrait sur pied une fondation chargée de gérer les biens récupérés qui ne pourraient plus être remboursés, faute d'héritiers, nos collègues du magazine d'investigation carolorégien ont fait, fort à propos, le point sur le dossier.

De manière particulièrement concrète d'abord en suivant le parcours d'Anita Chaberman dont les parents avaient été déportés à Auschwitz alors qu'elle était parvenue à échapper à l'extermination certaine par des «vacances prolongées» à Hannut grâce à une de ces milliers de Belges qui risquent leur propre vie pour sauver des enfants juifs.

Pendant un demi siècle, cette Juive bruxelloise ignore que ses parents avaient encore deux comptes bancaires. Il fallut, en fait, toute la détermination des chercheurs de la commission Buysse, mise sur pied sous le gouvernement Dehaene et reconduite par l'équipe Verhofstadt, pour que cette dame, aujourd'hui à l'automne de son existence, apprenne que l'Etat avait indirectement gardé par devers lui des biens de sa famille.

Mais la responsabilité n'en incombe-t-elle pas aux banques, complices directes ou indirectes de l'occupant nazi et de ses séides locaux qui n'ont pas fait tout ce qu'il fallait pour restituer les comptes après le conflit ?

La porte-parole de l'Association belge des banques le nie avec force, mais les fins limiers du magazine juridico-judiciaire de la RTBF-Charleroi ont retrouvé un ancien banquier qui n'est pas loin de prétendre que certaines d'entre elles au moins ont détourné discrètement des fonds à leur bénéfice lorsqu'il apparut que les biens n'étaient pas réclamés.

Une accusation forte pas tellement bien vue dans le sérail ... au point que l'interlocuteur de Michel Hellas et Philippe Lorisgnol n'accepta de témoigner qu'à travers la voix d'un comédien. David Susskind, conscience incontestable d'une bonne partie de la communauté juive, ne mit pas de gants quant à lui pour demander publiquement ce que sont devenus tous les biens saisis directement aux Juifs à Malinnes lorsqu'ils arrivaient à la caserne Dossin juste avant leur voyage vers l'horreur...

Pour l'heure, la commission dirigée par l'historien Rudi Van Doorslaer et présidée par l'ancien grand maréchal de la Cour Lucien Buysse progresse sérieusement avec l'appui des institutions bancaires et des assurances sans se laisser influencer par quelque partie que ce soit, mais la masse de documents reste considérable. Ce qui fait que ses responsables refusent d'aller plus avant dans des conclusions qui seraient de toute évidence prématurées.

CONTRE LE «SHOAH-BUSINESS»

Reste que le débat sur la destination des biens retrouvés est loin d'être clos. Alors que Viviane Teitelbaum-Hirsch, présidente du CCOJB - Comité de coordination des organisations juives de Belgique - est d'avis qu'ils doivent surtout aider le travail de mémoire dans notre pays, le publiciste américain Norman Finkelstein a jeté un fameux pavé dans la mare en dénonçant publiquement ce qu'il appelle le «Shoah-business».

En clair : le rôle du Congrès juif mondial et des institutions juives américaines qui, selon lui, fait un véritable commerce de la récupération de biens spoliés après avoir exploité le drame de l'Holocauste. Des accusations très dures que cet auteur, dont les proches ont aussi disparu, a récemment étayées à une foire du livre alternatif à Anvers et qui sont aussi couchées dans un livre dont la version française est annoncée.

Un sujet pour le moins polémique comme l'est le rôle joué par l'ancien bourgmestre d'Anvers, Leo Delwaide, dans les rafles de l'été 1942 qui fait, lui, l'objet d'un livre du chercheur de la KUL Lieven Saerens, sorti ces jours-ci. Le lien entre les deux sujets ? A voir dès demain soir dans «Les années belges». On y reviendra...

Christian Laporte